

## IDÉES

La France des banlieues  
aux urnes

Page C 5

## PATRIMOINE

La banlieue se cherche  
un nouveau visage

Page C 6

CAHIER  
C

## PERSPECTIVES

## Gouverner par mimétisme

Jean Charest projette de reprendre à son compte  
certaines recettes qui ont fait le bonheur de l'ADQ

ROBERT DUTRISAC

Québec — En dévoilant son conseil des ministres mercredi, le premier ministre Jean Charest a affirmé qu'il avait pris acte du choix qu'ont fait les Québécois le 26 mars dernier. «Dans sa sagesse, le peuple québécois a décidé d'élire un gouvernement minoritaire», a-t-il curieusement déclaré. Un peu plus et il félicitait les Québécois de ne pas lui avoir donné une majorité.

Il y a beaucoup d'humilité, feinte ou réelle, dans les mots qu'a employés le premier ministre mercredi. Il gouvernera «différemment», a-t-il dit. «Ce gouvernement marquera une rupture avec le passé.» Il se donnera un nombre limité de priorités bien concrètes. Son conseil des ministres est «un nouveau départ». Mais surtout: «Dorénavant, nous allons rapprocher nos actions et nos décisions de ce qui touche la vie quotidienne de nos concitoyens», a plaidé Jean Charest. Ce nouveau gouvernement Charest sera celui «de tous les Québécois qui travaillent fort, qui ont des enfants qui grandissent, des parents qui vieillissent».

Voilà bien des accents adéquistes et un ton que Mario Dumont n'a eu de cesse d'employer ces dernières années, lui qui se fait le défenseur des familles de la classe moyenne, de ces parents qui s'échinent afin d'assurer l'avenir de leurs enfants.

Arrivé au troisième rang dans la plupart des circonscriptions francophones, le Parti libéral du Québec sent qu'une grande partie du Québec des régions est en train de lui échapper. Il projette de reprendre à son compte certaines recettes qui ont fait le bonheur de l'ADQ. On verra à l'usage si ce gouvernement minoritaire en viendra à proposer des mesures qui affectent directement la vie des citoyens, qui sont simples à comprendre et s'avèrent populaires, voire populistes.

Mais à deux semaines de l'ouverture de cette session parlementaire historique au cours de laquelle se débattira un gouvernement minoritaire devant deux partis d'opposition qui, ensemble, détiennent les deux tiers des sièges à l'Assemblée nationale, ce mimétisme du PLQ à l'endroit de l'ADQ fait du parti de Mario Dumont l'allié objectif des libéraux.

On connaît déjà une mesure que le gouverne-



Jean Charest a décidé de faire subir une cure minceur à son Conseil des ministres.

MATHIEU BÉLANGER REUTERS

ment libéral veut appliquer et sur laquelle le PLQ et l'ADQ sont sur la même longueur d'onde: le dégel des droits de scolarité. De même, la nouvelle ministre des Aînés, Marguerite Blais, bien qu'elle n'ait pas brillé par sa limpidité devant les journalistes, n'a pas fermé la porte à la tenue d'une commission d'enquête sur la situation des personnes âgées, ce que réclame l'ADQ qui en a fait un engagement électoral.

Mais auparavant, le prochain budget constituera un test. Mario Dumont a déclaré qu'il s'opposait à l'ampleur des baisses d'impôt — 950 millions — promises par Jean Charest lors de la campagne électorale. Mais il n'a pas dit qu'il n'appuierait pas le prochain budget libéral. On le sent prêt à faire des compromis: par

exemple, qu'une partie du règlement du déséquilibre fiscal versé par Ottawa aille à des baisses d'impôt et que le reste soit affecté à la diminution de la dette.

Remarquez que, dans l'entourage du premier ministre, on estime que le gouvernement pourra faire fi des exigences de l'opposition et faire à sa guise en procédant aux baisses d'impôt promises. Il est vrai que le Parti québécois, vu l'état de déliquescence dans lequel il se trouve, ne pourrait voter contre le budget aux côtés de l'ADQ. Pas question pour les péquistes amochés de faire tomber le gouvernement pour se retrouver en campagne électorale. Si l'ADQ décide de ne pas appuyer le budget, les députés péquistes n'auront d'autre choix que de se porter malades

en bloc le jour du vote.

Dans les faits, Jean Charest peut donc imposer le budget qu'il veut. Mais s'il est conséquent avec les propos qu'il a tenus mercredi, il chargera plutôt le nouveau leader parlementaire, Jean-Marc Fournier, de concocter un compromis avec Mario Dumont et le porte-parole de l'opposition officielle en matière de finances, Gilles Taillon. «Le gouvernement ne peut plus décider seul et l'opposition ne pourra plus seulement critiquer», a dit le premier ministre. Jean Charest verra peut-être un avantage à se montrer conciliant, dès les premiers jours de la session, avec l'opposition officielle.

VOIR PAGE C 2: CHAREST

Dans la foulée de la tragédie de Virginia Tech

## Plus ou moins d'armes ?

Le débat sur les armes à feu aux États-Unis est encore une fois relancé

La tragédie meurtrière qui a frappé le campus de l'Université de la Virginie à Blacksburg lundi relance le débat sur les armes à feu aux États-Unis. Mais il est peu probable qu'elle remette en cause le droit de port d'arme. Au contraire, il est plutôt probable qu'elle le renforce.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — Lors de la cérémonie en hommage aux victimes organisée mardi à Blacksburg, George W. Bush a indiqué qu'il avait «le cœur rempli de tristesse» après la tuerie qui a frappé cette petite ville nichée dans les montagnes des Appalaches. «Il est impossible de comprendre une telle violence», a déclaré le président américain.

Juste avant lui, Timothy Kaine, gouverneur de la Virginie et membre du Parti démocrate qui a remporté les élections législatives et locales face au Parti républicain de George W. Bush en novembre dernier, venait de prononcer à peu près les mêmes mots. «Une violence aussi insensée est difficile à comprendre», avait en effet affirmé M. Kaine.

Si le chef de la Maison-Blanche et le gouverneur de la Virginie semblaient ainsi à cours d'explications pour saisir les raisons d'une telle violence, d'autres personnes aux États-Unis tiraient rapide-



Les magasins vendant des armes foisonnent aux États-Unis.

SHANNON STAPLETON REUTERS

ment les conclusions qui leur paraissent relever de l'évidence.

Dans un éditorial publié dès le jour de la tuerie, le *New York Times* affirmait ainsi que cette tragédie «ne

fait que rappeler une nouvelle fois, et d'une horrible façon, que certains des dangers les plus graves encourus par les Américains proviennent de tueurs présents sur le sol national et munis d'armes effroyablement faciles à obtenir».

De son côté, la Coalition pour arrêter la violence armée (Coalition to Stop Gun Violence), qui regroupe 45 associations civiles, professionnelles et religieuses et qui compte 100 000 membres individuels, lançait l'appel qu'elle fait chaque fois qu'une tragédie semblable à celle de Blacksburg se produit aux États-Unis. «Dans un pays empoisonné par la violence armée et frappé chaque année par plus de 30 000 morts causées par des armes à feu, une réévaluation de notre attitude ouvertement laxiste envers les armes à feu se fait attendre depuis trop longtemps.»

Toutefois, malgré les 33 morts et la dizaine de blessés de Blacksburg, le changement que réclament les opposants du droit de posséder des armes à feu pourrait bien tarder encore longtemps aux États-Unis.

Tout d'abord, une bonne partie des Américains demeure farouchement attachée au droit d'acheter, de posséder et d'utiliser une arme à feu, un droit reconnu par le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis. Les joies de la chasse et le souhait de pouvoir assurer la protection de sa personne et de sa famille sont évoqués avec émotion et avec force, y compris par des gens comme John Edwards, le fringant candidat démocrate à la présidentielle de 2008, qui aime raconter les souvenirs de chasse qu'il garde de son enfance passée en Caroline.

L'attachement aux armes à feu n'est cependant pas limité au Sud profond. Il est présent dans toutes les zones rurales des États-Unis, des déserts de l'Ouest

VOIR PAGE C 3: ARMES

## Préparez votre carrière en comptabilité

Nos programmes d'études à temps partiel et cours du soir offerts en comptabilité vous permettent d'acquérir la formation de base pouvant vous mener à une carrière stimulante soit à titre d'expert-comptable ou

de gestionnaire. Il existe de nombreuses opportunités pour ces professionnels en entreprise privée, les cabinets-conseil, les organismes publics et parapublics ainsi qu'en enseignement.

Intéressés en savoir plus? Venez assister à une séance d'information offerte par le Centre d'éducation permanente et l'Ordre des C.G.A. du Québec.

Session d'information : Lundi, 7 mai de 16h30 à 18h | 688, rue Sherbrooke ouest, salle 1041

Réservez votre place maintenant! [www.mcgill.ca/conted-cms](http://www.mcgill.ca/conted-cms)

McGill  
Centre d'éducation permanente

CGA  
Ordre des CGA  
du Québec

## PERSPECTIVES

## Rebâtir Kandahar sous haute tension

En dépit du conflit armé, de vastes efforts sont faits pour améliorer la situation des Afghans



Jean Dion

## Merci le média!

**B**ien que le dossier ne soit pas encore tout à fait clos, un média d'information sérieux et responsable s'est donné une note de A+ pour sa couverture d'une tuerie dans une université.

«Non, ce n'est pas encore tout à fait terminé. Il reste à répéter ce qu'on a dit au cours des derniers jours, dresser des bilans, faire des suivis et classer nos trucs afin de pouvoir dégager une perspective historique du phénomène du massacre la prochaine fois qu'il s'en produira un», a déclaré le média prestigieux dans un communiqué envoyé à lui-même. «Attention, on ne souhaite nullement qu'il s'en produise un autre. Mais que voulez-vous, on n'est pas maître de l'actualité foisonnante. Cela étant, jusqu'à maintenant dans cette histoire, on s'en tire numéro un. De la belle ouvrage.»

Selon le média rigoureux, une pareille tragédie n'est bien sûr facile pour personne, mais elle pose des problèmes particulièrement percutants pour les médias. «Il faut remplir des heures et des heures d'antenne à raconter n'importe quoi, avoir l'air démolis sous notre maquillage et notre coiffure professionnels, les témoins sont émus et nous donnent des entrevues tout croche, des lieux névralgiques nous sont interdits d'accès alors que nous ne cherchons qu'à faire notre travail. C'est tout un exploit que, dans ces circonstances, on ait réussi à remplir notre mission de respecter le droit du public de savoir», a-t-il dit.

A ceux qui lui reprochent de trop en mettre et de verser dans le sensationnalisme et la facilité, le média a rétorqué que ce n'était pas de sa faute. «Beaucoup disent tout le temps que c'est de ma faute. Tout est toujours de ma faute. J'ai le dos large. Mais c'est faux. Ce que je livre comme information en tant que média à l'écoute de sa clientèle, c'est ce que les gens veulent. Les gens aiment entendre parler de ce genre d'événement sordide. Les gens sont malades, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise, mais ce sont eux qui décident. Moi, je suis là pour les servir.»

Le média objectif a estimé s'être merveilleusement bien tiré d'affaire cette fois-ci, au contraire des épisodes sanglants précédents. «Dans presque tous les autres cas, les tueurs ne laissent qu'une lettre d'explication, ou alors rien du tout. On pouvait toujours citer leurs propos ou fouiller dans leur passé pour trouver des motifs et faire de la psychologie à cinq cennes, mais ça ne fait pas de la bonne TV. Cette fois, on a un document vidéo avec des fusils, tout le kit. Bien sûr, la décision de diffuser, ça ne se prend pas comme ça, on y réfléchit pendant quelques secondes, mais on s'est dit que ça permettrait aux gens de mieux comprendre. Notre objectif, je le rappelle, est d'expliquer, de faire ressortir toute la complexité de la chose, et si la vue d'un forcené qui hurle des insanités tout en brandissant des armes à feu légalement acquises peut aider à mieux comprendre, je ne vois pas comment on pourrait faire autrement», a souligné le média.

Par le passé, le média analytique s'était souvent demandé s'il fallait faire écho aux délires d'un tueur, la crainte étant réelle que d'autres esprits tordus y trouvent matière à l'imiter. Au cours des derniers jours, toutefois, cette réserve s'est totalement dissipée. «Certes, grâce à nous, les images de l'auteur du massacre se sont retrouvées partout. Nos critiques disent qu'il a eu, à titre posthume, exactement ce qu'il voulait, soit la notoriété, et que, justement, cela pourrait inciter à la copie. Mais cela aussi est faux. Le malade vole la vedette, mais regardez bien de quelle manière. Insistons: il est dépeint négativement. Qui, après ça, voudra d'un tel traitement médiatique? En diffusant, on dissuade, il n'y a aucun doute là-dessus», a confié le média.

Le média scrupuleux a par ailleurs indiqué que ses révélations et dévoilements étaient de nature à aider la société, ce qui constitue une autre de ses missions fondamentales. En parallèle avec les documents d'origine, il a ainsi publié une rubrique intitulée Comment reconnaître un psychopathe, qui assistera les citoyens dans l'identification et la dénonciation des gens bizarres. «Dans ce cas, il y a eu plein de signaux donnés par le tueur mais auxquels on n'a tragiquement pas donné suite. A l'avenir, on saura mieux à quoi s'en tenir. Si le public voit quelqu'un qui ne se comporte pas de façon ordinaire, paf, on pourra le mettre hors d'état de nuire. Tse là, quel qu'un de weird, de renfermé, de pas aussi bavard que le média. Peut-être même que, comme média humanitaire, on a déjà empêché quatre ou cinq tueries grâce à notre grille de repérage.»

«Qu'est-ce qu'on dit? On dit merci le média!», a poursuivi le média.

Le média structuré a conclu son communiqué en s'autocongratulant. «C'est une sale job, mais il faut que quelqu'un la fasse. Et on la fait bien en classe. A preuve, on est restés bien maquillés et bien coiffés tout du long. Ça nous prépare pour la prochaine fois. Heu non, attendez. On espère qu'il n'y aura pas de prochaine fois.»

Un citoyen conscientisé a affirmé avoir très hâte que se déroule le Jour de la Terre, lors duquel il pourra célébrer la Terre pendant une journée complète.

«Oui, j'ai hâte qu'ait lieu le Jour de la Terre, car immédiatement après, je pourrai recommencer à gaspiller de manière éhontée l'esprit libre», a fait savoir le citoyen engagé en sortant son gros sac de vidanges. «Si c'est le prix à payer pour faire rouler l'économie, je suis partant. Qu'est-ce que ça va me donner, dans 10 ou 20 ans, de pouvoir respirer de l'air si je ne vis pas dans une société à haute productivité compétitive dans l'économie générale dans un contexte de mondialisation des échanges?»

Le citoyen motivé a précisé qu'il se rendra aux activités du Jour de la Terre accompagné d'un gouvernement fédéral qui, lui aussi, est un ardent partisan de cette journée de festivités parce que cela lui permet de célébrer la destruction de l'environnement pendant les 364 autres journées de l'année.

«Je suis en faveur du développement durable, ce qui signifie que vous allez voir ça, mes cocos, le développement va durer longtemps en classe. Le développement n'a pas de fin, et vous pouvez bien vous étouffer avec ça», a fait savoir le gouvernement fédéral.

Le gouvernement fédéral a ajouté que selon un rapport neutre commandé par quelqu'un et fait par quelqu'un d'autre, «y a pas juste la terre dans la vie» et qu'en conséquence il annoncera sous peu la création d'un Jour du Sable bitumineux.

jdion@ledevoir.com

De plus en plus d'Afghans s'interrogent sur les bienfaits de l'intervention internationale alors que le sud du pays, ancien fief des talibans, est toujours aux prises avec une sévère insurrection. Coincé au cœur des combats à Kandahar, le Canada tente, malgré l'insécurité, de relancer la deuxième ville du pays en misant sur la collaboration avec les Afghans, ce qui n'est pas un mince défi.

ALEC CASTONGUAY

**K**andahar — Le major Richard Collin, du Royal 22<sup>e</sup> Régiment de Valcartier, réunit ses hommes à l'arrière des trois véhicules blindés qui prendront la route dans quelques minutes. Il est 7h30 et la chaleur accablante du sud afghan est encore tolérable. Le major Collin déplie une grande carte et pointe des secteurs autour de Kandahar. «Depuis deux semaines, la violence a redoublé dans l'est et dans l'ouest de la ville, le long de la rivière. Aujourd'hui, on s'en va dans le sud, alors ça devrait bien aller. Les menaces sont toujours les mêmes: kamikazes, voitures piégées, bombes improvisées. Soyez attentif et signalez toute anomalie.» Armés jusqu'aux dents, les soldats écoutent pour une énième fois les directives qui se ressemblent d'un jour à l'autre.

Offensive militaire en vue? Non. Malgré les apparences, les soldats quittent le camp Nathan Smith (aussi nommé PRT pour Provincial Reconstruction Team), au nord de Kandahar, pour aller faire de la reconstruction et du développement. Sans cette imposante force de protection, le capitaine Robert Wheeler, qui accompagne les soldats québécois, serait cloué au camp et ne pourrait se rendre sur le terrain constater l'avancement des travaux.

Les combats continuent de faire rage. L'année 2006 a été la plus sanglante depuis la fin du régime taliban, en 2001. Les victimes se sont multipliées au rythme des embuscades. Plus de 4000 personnes ont perdu la vie dans des attentats des talibans ou des attaques de la coalition. Les forces de l'OTAN ont perdu 170 soldats. Le Canada, 36 des siens, dont 10 depuis janvier.

## La sécurité

Cette instabilité a forcé les ONG, mais aussi le Canada et le gouvernement de Kaboul, à ralentir le rythme de la reconstruction dans la région. «On ne pouvait plus rien faire, on se faisait attaquer constamment», dit un responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) rencontré à Kandahar. Ottawa a donc envoyé des renforts. Environ 150 soldats de Valcartier assurent maintenant la sécurité du personnel de développement.

Le gouverneur de la province de Kandahar, Assadullah Khalid, 38 ans, en a d'ailleurs fait mention cette semaine, alors qu'il rencontrait ses conseillers et des représentants de divers organismes internationaux, notamment l'ACDI, Oxfam, l'UNICEF, l'ONU, etc. Dans la grande salle du palais de Mandakak, il a parlé sans détour. «A cause des problèmes de sécurité que nous avons eus l'an dernier, on n'a pas été capables de mettre en place ce que la population réclame. Mais il est temps de s'y attaquer. Des routes, de l'eau, de l'électricité, le trafic... Il faut agir au plus vite», a-t-il dit en regardant les invités réunis.

En effet, le temps presse. Dans le sud du pays, le vent qui soulève la poussière porte d'un village à l'autre la complainte des habitants et on en voit certains rejoindre la guérilla talibane, qui paye ses com-



Un projet de canal d'irrigation dans le village de Kulcha Bad, au sud de Kandahar.

LE DEVOIR

battants avec l'argent de l'opium (des ventes estimées à trois milliards de dollars américains en 2006, juste pour l'Afghanistan).

Selon un sondage mené dans les provinces voisines de Kandahar et d'Helmand par l'ONG Senlis auprès de 17 000 personnes en mars dernier, 26,8 % des Afghans interrogés soutiennent les talibans, contre 72,6 % qui appuient la coalition de l'OTAN. La mauvaise nouvelle, c'est que seulement 48,4 % d'entre eux pensent que l'OTAN va défaire les talibans, contre 48,7 % qui estiment que les talibans vont à terme remporter la victoire. Plus de 80 % estiment que la présence de la coalition n'a pas augmenté leur niveau de vie.

Le chef d'état-major Jean Trudel, l'un des plus hauts gradés de l'armée canadienne à la base de l'OTAN à Kandahar, en convient: il faut que les Afghans constatent des changements concrets. «Il ne faut pas juste mener la guerre. Sans un développement social et économique, il y aura toujours de l'insécurité. Et sans sécurité, le développement est impossible. Les deux sont indissociables et, pour gagner, il faut progresser sur les deux fronts», dit-il. D'ailleurs, pour la première fois dans une mission internationale, six ministères et organismes coordonnent leurs efforts (Affaires étrangères, Défense, Justice et Services correctionnels ainsi que la Gendarmerie royale du Canada et l'Agence canadienne de développement international, ou ACDI).

«Les Afghans sont écœurés de la guerre qui fait rage dans leur pays depuis 30 ans. Ils vont suivre le gagnant, que ce soit l'OTAN et le gouvernement afghan ou les talibans», ajoute Jean Trudel.

## De village en village

Les moteurs des véhicules blindés légers (VBL) se mettent en marche vers 8h. Dans un nuage de poussière typique de cette région semi-désertique, le convoi prend la direction du petit village de Mushkazi, à quelques kilomètres au sud de Kandahar. Les soldats, le doigt sur la gâchette, scrutent la route, les passants, les ruelles aux angles morts. Les voitures s'immobilisent pour laisser passer le convoi. Les enfants sourient et envoient la main aux militaires.

Le procédé est toujours le même. Le convoi s'arrête dans le village. Les soldats assurent un périmètre

de sécurité avec les véhicules et une patrouille à pied. Une fois les environs sécurisés, le traducteur et le responsable du développement sortent du véhicule. Après l'avoir fouillé pour éliminer le risque d'attentat kamikaze, ils demandent au premier venu de les conduire au maire ou au sage du village. S'ensuit un parcours dans des ruelles étroites entourées de maisons en ruine.

Mais à Mushkazi, le capitaine Weehler est déçu, rien n'a bougé depuis une semaine. «Leur priorité est de construire un canal d'irrigation, mais rien n'est commencé. Mais bon, il faut suivre leur rythme. C'est à eux de décider», dit-il en griffonnant sur un papier.

« On essaie de trouver des anges pour les projets, mais il y a plus de diables en Afghanistan »

C'est l'approche canadienne dans la région: Otawa a décidé de faire participer les Afghans au développement. Depuis deux ans, l'ACDI et l'ONU aident toutes les villes et villages à mettre en place des conseils communautaires sur le modèle traditionnel afghan des shura, soit un groupe de sages élus par les familles de la communauté. Une shura peut représenter 20 familles et une autre 500, il n'y a aucune norme. Le Canada finance ensuite les priorités décidées par les shura: eau potable, canaux d'irrigation, électricité, évacuation des eaux usées, agriculture... Des projets qui coûtent souvent une poignée de dollars.

À Kulcha Bad, le village voisin visité par le convoi jeudi, les familles ont décidé de construire un petit barrage en béton qui permet d'alimenter en eau deux parties du village. La facture? 5000 \$. À Nazarin, le village a choisi d'évacuer ses eaux usées à l'aide d'un long canal cimenté à ciel ouvert. Coût: 10 000 \$.

Chaque fois, ce sont des travailleurs afghans qui gèrent le projet et œuvrent sur le chantier. «C'est leur projet. Ils y tiennent et ils vont le défendre. Ça permet non seulement de créer des emplois et de développer leur expertise, ça évite aussi la destruction du projet par les talibans, qui ne veulent pas se mettre la population à dos», explique le capitaine Robert Wheeler, originaire de Terre-Neuve.

## Des menaces

L'entrepreneur afghan de Nazarin qui a obtenu le contrat pour la construction du canal en offre d'ailleurs la preuve concrète au journaliste du Devoir qui accompagnait le convoi. Son projet a suscité la grogne des talibans et, il y a

quelques jours, une lettre a été clouée sur sa porte. «Nous recevons des menaces», a dit l'entrepreneur, qui n'a pas voulu se nommer. La lettre dit que tous les infidèles qui travaillent avec l'OTAN seront punis. Mais on a décidé de continuer et de ne pas les écouter. Les talibans ne veulent pas que ça fonctionne en Afghanistan, mais nous, on veut juste améliorer notre vie. Il y a des risques, c'est vrai. Je peux mourir demain à cause de ce projet, mais ça prend du courage pour bâtir ce pays. Le canal est le premier projet de notre village depuis 20 ans.»

Le capitaine Wheeler a beau élaborer des dossiers de développement, noter sur GPS la position des projets et coordonner ses actions avec les fonctionnaires de l'ACDI, il reste avant tout un soldat. Il visite les villages avec l'arme en bandoulière. Son unité est le COCIM (Coopération civile et militaire), créée spécialement pour l'Afghanistan. En 2006-07, le COCIM a financé des centaines de projets partout dans la province de Kandahar, pour un total de cinq millions de dollars.

L'ACDI reste le moteur du développement, avec des investissements de 39 millions à Kandahar l'an dernier (200 millions pour tout l'Afghanistan), mais l'approche militaire est une première. «Le COCIM peut sortir des fonds très rapidement, ce que nous ne faisons pas», explique un fonctionnaire de l'ACDI. L'Agence gouvernementale procède plutôt par appels d'offres systématiques pour tous les projets auxquels soumissionnent les entrepreneurs locaux. «On essaie de trouver des anges pour les projets, mais il y a plus de diables en Afghanistan», confie un haut gradé militaire du camp Nathan Smith en faisant allusion aux seigneurs de la guerre au passé louche. C'est aussi l'ACDI qui finance les ONG de la région, les campagnes de vaccination et les gros projets d'infrastructure, comme les écoles ou les hôpitaux.

Le COCIM, lui, débarque avec des valises d'argent comptant en dollars américains. En plus de la rapidité d'action, on reconnaît dans l'armée qu'il y a une opération de séduction auprès de la population. Les petits projets touchent concrètement les villages susceptibles de basculer dans les mains des talibans. À la guerre, tous les moyens sont bons, y compris l'argent. Et à voir les sages des villages serrer Robert Wheeler dans leurs bras, le concept semble fonctionner.

Le Devoir  
Notre journaliste séjourne en Afghanistan à l'invitation de la Défense nationale.

## CHAREST

SUITE DE LA PAGE C 1

Il faut toutefois noter qu'une coopération sans nuages entre un gouvernement minoritaire et l'opposition officielle est plutôt rare dans un système parlementaire d'inspiration britannique comme le nôtre: elle est même contre nature, diront certains. L'opposition officielle joue son rôle: elle s'oppose. Un gouvernement minoritaire trouve habituellement un appui chez les députés du troisième parti, qui n'est généralement pas pressé de retourner en campagne électorale. Ces tiers partis, et c'est le cas du PQ actuellement, craignent la polarisation des votes en faveur de l'un ou l'autre des deux partis dominants.

C'est ce qui arrive à Ottawa: les conservateurs de Stephen Harper et les libéraux de Stéphane Dion s'affrontent sur la plupart des su-

jets, à commencer par le budget contre lequel les députés libéraux ont voté. Les conservateurs doivent donc s'appuyer tantôt sur le Bloc québécois, tantôt sur le Nouveau Parti démocratique.

Or, à Québec, la dynamique pourrait être différente en raison de la plus grande proximité idéologique des libéraux et des adéquistes, d'autant plus que Jean Charest semble vouloir tirer du parti de Mario Dumont quelques enseignements qui lui permettent, espère-t-il, de regagner le cœur des Québécois francophones.

Avec son conseil des ministres de 18 membres qui ne compte que deux recrues sans expérience politique, Jean Charest a joué de prudence. Il s'est surtout assuré de n'avoir dans les postes-clés que des ministres qui ont fait leur preuve, que ce soit Philippe

Couillard à la Santé, Michelle Courchesne à l'Éducation et à la Famille, Line Beauchamp au Développement durable et à l'Environnement, et Monique Jérôme-Forget aux Finances et au Conseil du trésor. Certains craignent que la charge de ces superministres ne soit trop lourde. Mais on a surtout opté pour la cohésion. Qui pourra défier Mme Jérôme-Forget? Surtout, le gouvernement n'aura plus à composer avec des maillons faibles, comme Carole Thériault, qui a été au ministère de la Famille, qui risquent de le mettre dans l'embarras plus souvent qu'à son tour.

Jusqu'où les libéraux de Jean Charest chercheront-ils à imiter l'ADQ de Mario Dumont? Difficile à dire pour le moment. À Ottawa, c'est l'inverse qui se produit: tout éloigne conservateurs et libéraux, qui cherchent à se dé-

marquer pour mieux s'opposer l'un à l'autre. Le naturel pourrait revenir au galop à Québec si le contexte politique s'y prête, c'est-à-dire dès que Mario Dumont sentira qu'il est temps pour lui de prendre le pouvoir. Mais on en est pas encore là.

Permettons-nous aussi de douter que le Parti libéral, ce parti de pouvoir dont l'assurance peut aisément tourner en arrogance, puisse se convertir facilement à la manière adéquistes: se rapprocher du plancher des vaches, faire du «grassroot», comme disent les anglophones. On ne transformera pas Philippe Couillard ou Raymond Bachand en hommes populistes. Qui plus est, il n'est pas certain qu'entre la copie et l'original les Québécois ne préfèrent pas l'original.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

## Un samedi de tous les dangers au Nigeria

Les élections constituent un test sérieux pour la continuité démocratique

Se tiennent aujourd'hui des élections présidentielle et législatives au Nigeria, géant, avec l'Afrique du Sud, de l'Afrique subsaharienne. Aussi s'agit-il, pour ce pays qui a rompu il y a neuf ans avec sa tradition de coups d'État militaire, d'un important test de continuité démocratique. Un scrutin, qu'il tourne bien ou mal, vers lequel toute la région, qui prendra exemple, a les yeux tournés.

GUY TAILLEFER

Si les choses se passent calmement aujourd'hui, le populaire et pétrolier Nigeria, puissance économique de l'Afrique de l'Ouest, élira un nouveau président en réalisant ce qu'il n'a jamais réussi à faire en 47 ans d'indépendance: faire passer démocratiquement le pouvoir d'un civil à un autre. Le «si» pèse lourd: en préambule inquiétant à la présidentielle, des violences ont éclaté dans le pays en réaction aux fraudes, aux irrégularités et à l'intimidation qui ont marqué, samedi dernier, la tenue de scrutins régionaux. Bilan humain: des dizaines de morts, notamment à Kano, ville à majorité musulmane du nord du pays, où neuf policiers ont été tués dans l'attaque d'un commissariat de banlieue.

À la lumière de ces dérapages, les observateurs de l'Union européenne se demandaient si le vote présidentiel d'aujourd'hui serait crédible.

Les États-Unis, dont le Nigeria est un important fournisseur de pétrole, ont vertement critiqué le déroulement des élections locales de samedi dernier, officiellement remportées dans 26 des 36 États de la fédération nigérienne par le parti au pouvoir, le Parti démocratique du peuple (PDP) du président sortant, Olusegun Obasango, accusé par l'opposition de favoriser indûment son dauphin. En réaction, cette opposition a réclamé en vain l'annulation des scrutins et le report de la présidentielle. Ses principaux candidats ont menacé de boycotter l'élection d'aujourd'hui, avant de finalement se raviser.

Ajoutant à l'incertitude, le président de la commission électorale, Maurice Iwu, a annoncé hier le report de deux heures de l'ouverture des bureaux de scrutin après avoir révélé, à l'étonnement général, que les 60 millions de bulletins de vote n'avaient pas encore été distribués dans le pays.

Pour tout le chemin parcouru depuis la chute de la monstrueuse dictature militaire de Sani Abacha, en 1998, le Nigeria demeure un terrain de grandes tensions politiques et sociales. Ses 140 millions d'habitants font de lui le pays le plus peuplé du continent. Le climat est éminemment délétère, constate Mamoudou Gazibo, africanologue à l'Université de Montréal, mais on aurait tort, dit-il, de s'en étonner. «Le processus démocratique est jeune, la première élection ne date que de 1999. Le Nigeria est un pays extrêmement complexe où, au-delà de la division entre le nord musulman et le sud chrétien, la classe politique est fragmentée, où les polarisations et les clivages ethniques (il y a 250 groupes ethniques dans le pays) sont énormes.»

La complexité du système électoral plaqué sur cet échec n'arrange rien. Est élu président au premier tour le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix à l'échelle nationale et ayant remporté au moins 25 % des votes dans au moins 24 des 36 États du pays. Faute de quoi, un second tour est organisé entre le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages et celui qui a remporté une majorité dans le plus grand nombre d'États...

Pour autant, le pays a fait des progrès, disent les observateurs, au chapitre des droits humains et de la liberté de presse sous les deux mandats présidentiels de M. Obasango, et la société civile s'est considérablement développée — comme du reste un peu partout sur le continent.

## Cleptocratie

L'un des obstacles les plus formidables à l'enracinement de l'État de droit demeure la corruption endémique, fléau contre lequel le gouvernement a créé il y a quatre ans le EFCC (pour Economic and Financial Crimes Commission).

Le Nigeria est considéré, année après année, comme l'un des pays les plus corrompus du monde par l'organisation Transparency International. Les statistiques sont à ce chapitre absolument stupéfiantes: on



FINBARR O'REILLY REUTERS

dit que presque la moitié des quelque 40 milliards \$US que le Nigeria tire en revenus de sa production pétrolière sont gaspillés ou volés. Autant de fonds pillés qui ne vont pas à la santé, à l'éducation, au logement, aux infrastructures, à la création d'emplois... «J'estime la corruption responsable d'autant de morts que le VIH/sida», déclarait cette semaine dans une lettre ouverte le président de l'EFCC, Nuhu Ribadu, non sans souligner que jusqu'à 80 % de la «grande corruption» perpétrée dans l'ensemble de l'Afrique était facilitée par des mécanismes qui permettent de cacher l'argent volé dans des banques étrangères.

Cette cleptocratie est en grande partie responsable du fait que plus de la moitié de la population vit sous le seuil de la pauvreté, que l'espérance de vie est de 47 ans, que 12 millions d'enfants ne vont pas à l'école et qu'un bébé sur cinq meurt avant l'âge de cinq ans. La situation est la plus criante dans le delta du Niger, bénéficiant d'immenses réserves de gaz et de pétrole. La situation sécuritaire s'est détériorée dans le sud du pays depuis le début de 2006, marquée par une centaine d'enlèvements d'employés des compagnies de pétrole occidentales. En février, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger, l'un des principaux groupes de résistance, est allé jusqu'à prétendre préparer «une guerre qui désintégrera le Nigeria».

## La politique de la corruption

L'Agence anticorruption EFCC se plaît à dire qu'elle a obtenu jusqu'à maintenant 150 condamnations pour fraude ou corruption et que 400 dossiers supplémentaires attendent le jugement des tribunaux. Quelque cinq milliards de dollars américains en fonds publics volés auraient ainsi été récupérés.

Cela n'impressionne guère l'opposition, qui reproche à l'EFCC de ne mettre le grappin que sur du menu fretin et de ne cibler que des opposants au président Obasango.

Le cas de l'un des principaux candidats de l'opposition à la présidence, Atiku Abukabar, est parlant. La «coïncidence» a voulu qu'après s'être opposé à un amendement constitutionnel qui aurait autorisé M. Obasango à briguer un troisième mandat, le vice-pré-

sident Abukabar, aujourd'hui dissident du PDP au pouvoir, s'est vu accusé d'avoir détourné une somme de 125 millions à des fins personnelles.

Jusqu'ou est prêt à aller M. Obasango pour assurer la victoire de son dauphin, Umaru Musa Yar'Adua? La personnalité discrète de ce dernier, gouverneur de l'État musulman de Katsina, donne à penser que M. Obasango compte continuer d'exercer une importante influence au sein du pouvoir. Du reste, l'envergure et la légitimité historique dont bénéficie M. Obasango, pour avoir notamment souffert sous la dictature d'Abacha, donne à M. Yar'Adua le statut de favori du scrutin contre le principal candidat de l'opposition, Muhammadu Buhari, lui aussi musulman.

## Le Nigeria est un pays baromètre pour toute la région

M. Gazibo peine à croire que M. Obasango, compte tenu de ses antécédents politiques, oserait se placer en marge du droit pour manipuler l'élection de son protégé. Ensuite, le spécialiste a tendance à s'inscrire en faux contre l'opinion selon laquelle l'armée nigérienne a été neutralisée politiquement au cours des huit dernières années. «Comme en Turquie, l'ombre de l'armée plane toujours. Le risque d'une intervention militaire en cas de grand désordre n'est pas nul. M. Obasango ne voudrait certainement pas en arriver là.»

Voyons voir comment le pays traversera le choc de cette élection, dit M. Gazibo: dans quelles conditions, d'abord, le nouveau président sera-t-il élu et quelle sera l'ampleur des inévitables contestations; comment, ensuite, sera reçue la règle non écrite de l'alternance voulant qu'après M. Obasango, originaire du Sud, le temps soit venu pour un musulman du Nord d'occuper la présidence.

Le Nigeria est un pays baromètre pour toute la région, affirme M. Gazibo. Dans un discours télévisé, jeudi soir, M. Obasango a déploré les irrégularités survenues dans le cadre des scrutins de samedi dernier et dit espérer que les Nigériens pourront voter librement aujourd'hui: «Il ne faut pas nous décevoir nous-mêmes, ni nos amis, ni le monde.»

Le Devoir



Michel David

## La fureur anglophone

Il faudra «faire en sorte que les Québécois francophones voient en nous le reflet de leurs aspirations», a déclaré le premier ministre Jean Charest à Bernard Derome jeudi soir.

C'était la première fois que M. Charest reconnaissait aussi explicitement que son parti avait un problème avec les francophones. Jusqu'à présent, il avait toujours joué l'autruche, préférant y voir une affaire de «régions», sans se soucier du fait que ces régions sont peuplées presque exclusivement de francophones.

Voulait-il se débarrasser de cette image de «parti des anglophones» qui colle au PLQ en les mettant à la porte de son conseil des ministres? Certes, la composition du nouveau cabinet n'était pas un exercice facile, mais M. Charest était certainement conscient de la giflle qu'il allait leur flanquer.

Sans parler de la manière... Qui d'autre que le bureau du premier ministre pouvait lancer la rumeur selon laquelle le ministre du Revenu, Lawrence Bergman, avait demandé à être relevé de ses fonctions pour des raisons de santé alors qu'il est en pleine forme et qu'il adorait son travail? Il est si rare qu'un ministre du Revenu n'ambitionne rien d'autre que de le rester! Nommer Jean-Marc Fournier à ce poste ressemble presque à une blague.

Depuis que Robert Bourassa avait utilisé la clause dérogatoire pour maintenir — temporairement — la règle de l'unilinguisme français dans l'affichage commercial, on n'avait pas vu la communauté anglo-québécoise aussi furieuse contre les libéraux.

«An insult to anglos», s'indignait jeudi l'éditorial de *The Gazette*, qui reprochait même à Yolande James d'avoir accepté de faire partie d'un conseil des ministres d'où les anglophones et les allophones sont à toutes fins utiles exclus, même si le gouvernement Charest leur doit sa réélection.

Plutôt que de cautionner cette ignominie, Mme James aurait donc dû claquer la porte du cabinet — avant même d'y être entrée — comme l'avaient fait Clifford Lincoln, Herbert Marx et Richard French en 1988. Tant qu'à y être, elle aurait pu paraphraser M. Lincoln et s'écrier: «Votes are votes are votes!»

À l'époque, la colère de ceux que mon ami Don Macpherson — chroniqueur à *The Gazette*, justement — avait savoureusement rebaptisés les *angry phones* s'était traduite par la création du Parti Égalité, qui avait arraché quatre circonscriptions au PLQ aux élections générales de 1989. Pour leur assurer une voix au gouvernement, M. Bourassa avait choisi John Parisella comme chef de cabinet, mais on ne voit personne dans l'entourage de M. Charest qui pourrait jouer ce rôle aujourd'hui.

L'«insulte» qu'il vient de leur faire est-elle suffisante pour qu'ils se tournent vers l'ADQ? La mairesse de Westmount, Karin Marks, et son collègue de Beaconsfield, Bob Benedetti, semblent croire la chose possible. «Si l'ADQ apparaît comme une force, peut-être que Charest va payer le prix», a déclaré M. Benedetti au *Soleil*. Jeudi, *The Gazette* avait terminé son éditorial sur une note similaire: «Si c'est la façon dont Charest traite ses amis, il fait très bien paraître Mario Dumont.»

Pourtant, le quotidien anglo-montréalais avait accueilli avec le plus grand froideur l'entreprise de séduction que le chef de l'ADQ avait menée auprès des maires de l'ouest de l'île, auxquels il avait fait miroiter l'abolition des conseils d'agglomération. D'entrée de jeu, *The Gazette* avait décrié qu'un appui à l'ADQ serait «une mauvaise idée» en raison de l'ambiguïté de sa position autonomiste.

En 1989, les anglophones n'avaient eu aucune hésitation à exprimer leur colère contre les libéraux parce qu'ils savaient très bien que la perte de quelques circonscriptions n'aurait pas de conséquences fâcheuses. Certes, Jacques Parizeau avait fait en sorte que le PQ remette le cap sur l'indépendance, mais le danger n'était pas imminent.

En 1976, la communauté anglophone avait déjà manifesté son mécontentement contre les tests linguistiques de la loi 101 en élisant un député de l'Union nationale, Bill Shaw, dans ce qui s'appelaient alors le comté de Pointe-Claire, mais personne n'avait envisagé la possibilité d'une victoire péquistes.

Au vu des résultats du 26 mars dernier, les chances d'une résurrection du PQ semblent au moins aussi minces. La tentation de punir encore une fois les libéraux pourrait donc être forte. À la condition que Mario Dumont ne donne pas l'impression de vouloir précipiter le pays dans un nouveau psychodrame constitutionnel.

Toute victoire dans un comté de Montréal serait certainement la bienvenue à l'ADQ, mais une percée dans l'ouest de l'île risque d'être simplement temporaire, comme l'ont été celles du Parti Égalité et de l'Union nationale. Si l'ADQ veut s'implanter dans la métropole, il faut nécessairement que ce soit dans l'est francophone.

Les électeurs montréalais ne sont pas restés totalement insensibles au discours adéquat. Il y a eu une nette progression depuis 2003, mais M. Dumont est le premier à être conscient de la nécessité absolue que Montréal soit représenté dans son éventuel gouvernement.

Le débat sur les accommodements raisonnables est simplement une facette de la problématique beaucoup plus large de l'identité québécoise. À Montréal, la question linguistique en constitue un autre aspect. Aucun parti n'a voulu l'aborder au cours de la dernière campagne électorale, mais il ne faudrait pas se surprendre de voir l'ADQ dépoussiérer le dossier.

Contrairement à ce qu'on croit souvent, M. Dumont connaît bien la réalité montréalaise et se préoccupe de la situation du français dans la métropole. Depuis le dernier référendum, le PQ s'est complètement retiré de ce terrain. Comme dans le cas des accommodements raisonnables, l'ADQ pourrait très bien décider de l'occuper. Il va sans dire que ce n'est pas en relançant le débat linguistique que ce parti va séduire les anglophones.

Le PLQ les tient une fois de plus pour acquis, se désole la mairesse de Westmount. Allons donc, que va-t-elle encore imaginer?

Collaboratrice du Devoir

mdavid@ledevoir.com

## ARMES

SUITE DE LA PAGE B 1

aux montagnes du Vermont. Il se rencontre aussi, même si c'est dans une moindre mesure, dans les villes et les banlieues où le sentiment d'insécurité incite de nombreux résidents à garder une ou plusieurs armes chez eux. «C'est un phénomène culturel, et c'est triste, car c'est un genre de culte», explique Charles Rangel, représentant de New York et démocrate favorable à des restrictions au droit de port d'arme.

Mais l'attachement aux armes à feu n'est pas non plus limité à l'acteur Charlton Heston et aux autres amis républicains de George W. Bush. Après la tuerie de l'Université de la Virginie, Charles Rangel a ainsi demandé à ses collègues démocrates s'ils étaient prêts à soutenir des projets de loi visant à lutter contre la prolifération des armes à feu aux États-Unis. Il s'est fait répondre non par beaucoup d'entre eux.

La défense du droit de posséder des armes à feu est en effet une position qui transcende les clivages politiques aux États-Unis. Parmi ceux que Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre, appelle «les faiseurs de majorité», c'est-à-dire les démocrates qui ont été élus pour la première fois au Congrès lors du scrutin de novembre dernier, beaucoup sont des démocrates conservateurs du Sud ou du Midwest. Par ailleurs, de nombreux élus démocrates acceptent les dons de la National Rifle Association (NRA), le principal groupe de pression des fabricants et des propriétaires d'armes à feu, que Charlton Heston a longtemps présidé.

Du reste, la plupart des démocrates estiment que le fait de s'opposer au droit prévu par le deuxième amendement de la Constitution équivaut à un suicide politique. Ils font valoir que leur soutien à une réforme des lois sur les armes à feu leur a sans doute valu

la perte du Congrès en 1994, au profit des républicains. Ils jugent aussi que la prise de position d'Al Gore contre les armes à feu lors de la campagne présidentielle de l'an 2000 a joué un rôle non négligeable dans sa défaite aux mains de George W. Bush.

Et, de fait, les dirigeants démocrates se sont abstenus de ruer dans les brancards devant la tragédie survenue en Virginie cette semaine. En effet, Harry Reid, le chef de la majorité démocrate au Sénat, qui est aussi un homme de l'Ouest puisqu'il représente le Nevada, met en garde contre toute «précipitation» à réclamer un contrôle accru des ventes d'armes à feu. «J'espère qu'on ne se précipitera pas pour faire quelque chose», déclare-t-il, lui qui, avec Nancy Pelosi, n'avait d'ailleurs rien inscrit sur la question au programme législatif de la nouvelle majorité démocrate, annoncé en janvier.

Si le massacre en Virginie a donc bien relancé un débat sur l'abondance des armes à feu aux États-Unis, ce débat apparaît paradoxalement dominé par ceux qui pensent que la tragédie de Blacksburg prouve de nouveau le besoin de renforcer le droit à la possession d'armes. Sur le campus même de l'Université de la Virginie à Blacksburg, le club des propriétaires d'armes affirme ainsi que si le campus avait permis aux étudiants de porter une arme, des morts auraient pu être évitées, car certains étudiants auraient pu intervenir et riposter au tueur Cho Seung Hui. Au niveau de l'État de la Virginie — un des États de la fédération où il est le plus facile de se procurer une arme —, la Ligue de défense des citoyens reprend l'idée. «Si ne serait-ce qu'une seule de ces victimes avait été armée, les choses auraient probablement pris un tout très différent», supputte-t-elle.

Quant à elle, Suzanna Hupp, une femme qui, en 1991, a survécu à un massacre similaire au Texas dans lequel elle a perdu ses parents et qui, depuis, a

fait changer la loi texane afin de permettre aux individus de porter une arme hors de leur domicile ou de leur véhicule et dans des lieux publics, se risque à affirmer que «le bilan des pertes humaines à Blacksburg aurait été bien moins élevé si quelqu'un avait pu porter une arme sur le campus». Abondamment interrogée par les médias américains depuis lundi, Suzanna Hupp fait même le raisonnement suivant: «Il faut se demander pourquoi ce genre de tuerie n'a pas lieu lors des congrès de la NRA, dans des foires aux armes à feu ou dans des centres de tir. Si ça n'arrive pas dans ces endroits-là, c'est que les tueurs préfèrent tuer dans des zones où le port d'arme est interdit, comme le campus universitaire de Virginie.»

Aux États-Unis, la tendance est d'ailleurs au renforcement du droit de possession d'arme après des tragédies comme celle de cette semaine en Virginie. Ce fut le cas au Texas après le massacre auquel Suzanna Hupp a survécu. Ce fut aussi le cas, huit ans plus tard, à la suite de la tuerie à l'école secondaire de Columbine dans le Colorado, cette fois-ci au niveau de la loi fédérale.

Les partisans du contrôle des armes à feu et des restrictions au droit prévu par la Constitution continuent donc de rencontrer de gigantesques obstacles aux États-Unis. Bien qu'ils demeurent confiants, à l'instar de la sénatrice démocrate californienne Dianne Feinstein, leur optimisme doit être sérieusement tempéré lorsque même un quotidien progressiste du même État que Mme Feinstein, le *Los Angeles Times*, ne parvient pas à avoir une opinion claire et nette sur cette question. «La tragédie de la Virginie est un argument évident pour prôner un contrôle accru des armes à feu ou, inversement, pour le droit de porter une arme», écrit ainsi le *Los Angeles Times* dans un éditorial.

## ÉDITORIAL

## Chapeau!

À 24 heures du premier tour de la présidentielle, le nombre de Français indécis demeure si élevé qu'il interdit toute prédiction claire et nette ayant trait au classement des candidats. De cette valse-hésitation, le centriste François Bayrou aura été le chef d'orchestre. La surprise de la campagne, c'est lui.

**A**u début de l'année, sur les photos prises lors des rassemblements de l'UDF, la formation de Bayrou, on apercevait invariablement les Gilles de Robien, Philippe Douste-Blazy, André Santini et autres ténors du centre-droit. Ensuite, au fur et à mesure que cette campagne s'est poursuivie, les uns après les autres ont rejoint le camp du champion de la droite dure qu'est Nicolas Sarkozy. Ces défections, il faut le préciser, étaient attendues. Tout était dans l'ordre des choses.

Ce qui le fut beaucoup moins est cette composition autour de Bayrou d'un ensemble hétéroclite ou plus exactement étonnant de bonzes du Parti socialiste. Pour chaque mandarin de l'UDF ayant opté pour Sarko, on compte presque un éléphant du PS l'ayant remplacé. De sorte que si on prenait aujourd'hui une photo de Bayrou et de ses soutiens, on noterait à ses côtés la présence du populaire Bernard Kouchner, de Michel Rocard et de Claude Allègre. Ce dernier, toujours très proche de l'ancien champion des socialistes, Lionel Jospin, s'est d'ailleurs appliqué à mener et à maintenir la charge contre Ségolène Royal.

Qui d'autre? En retrait, on retrouve Dominique Strauss-Kahn, le grand perdant des primaires socialistes de l'automne dernier, qui a ménagé ses effets avec une telle habileté qu'il sera incontournable lors des éventuelles tractations avant le deuxième tour, sans oublier les législatives de juin. Moins connu du grand public est Jean Peyrelevade. Homme puissant, influent, il fut patron de grandes sociétés et de banques après avoir été une éminente grise de Mitterrand. Lui, c'est à souligner, avait carrément rejoint l'équipe de campagne de Bayrou avant le début officiel des hostilités.

Lorsqu'on additionne les politiciens du centre-droit qui rejoignent la droite dure que symbolise Sarkozy à ces socialistes qui militent pour une alliance avec Bayrou, on ne peut qu'observer une «droitisation» du corps électoral français. D'autant que comparativement à ce qu'on lui prédisait au cours des jours antérieurs au premier tour de 2002, Le Pen est actuellement en hausse.

Toujours est-il qu'en occupant le centre et tout le centre, Bayrou a séduit suffisamment de socialistes déçus par la faiblesse manifestée par Royal sur un certain nombre de dossiers ainsi que les socialistes dépités parce que leurs favoris, Strauss-Kahn ou Fabius, n'occupent pas la place, comme il a séduit les nostalgiques du gaullisme social inquiets des positions trop tranchées, voire extrêmes, de Sarkozy sur un certain nombre de sujets. Ce faisant, Bayrou s'est confectionné une dot qu'il pourrait monnayer au prix fort si jamais il se hissait au troisième rang derrière Royal sans être trop distancé.

Admettons un instant que Bayrou finisse la course en troisième position. On peut être certain que le lendemain, derrière les rideaux toutefois, s'amorceront des tractations avec les responsables socialistes, car sans report des voix qu'aura récoltées Bayrou sur le nom de Royal lors de la finale, celle-ci n'aura aucune chance de s'installer à l'Élysée. Si tel est le cas, si Bayrou est troisième, il sera en mesure d'obtenir un certain nombre de garanties en ce qui concerne la composition du prochain cabinet et les législatives.

En jouant finement sa partie, Bayrou se retrouve aujourd'hui dans une position de force qui contraste passablement avec celle qui était la sienne au début de campagne. Et ce, en camouflant fort bien la minceur de son programme. Chapeau!

## L'offensive anti-Kyoto

**I**l n'est pas nécessaire d'être économiste pour deviner que plus nous nous rapprochons de l'échéance de 2012 et plus il devient difficile pour le Canada de respecter les engagements pris en signant le protocole de Kyoto. En publiant une étude aux conclusions catastrophistes dont on ne sait même pas si elle a été produite par son ministère ou par quelque consultant privé, le ministre de l'Environnement, John Baird, joue le jeu des sociétés pétrolières de l'Ouest qui refusent de reconnaître l'évidence du réchauffement de la planète pour empêcher le venue de profits possible à court terme.

D'ici quelques jours, le gouvernement conservateur annoncera les cibles à atteindre pour les industries polluantes. Mais on sait d'ores et déjà qu'on leur demandera tout au plus de réduire le rythme d'augmentation des émissions et non la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

**Jean-Robert Sansfaçon**  
A l'inverse du gouvernement, les partis d'opposition, majoritaires à la Chambre, viennent de faire adopter un projet de loi actuellement devant le Sénat, qui forcera le gouvernement à imposer des plafonds absolus d'émissions. C'est donc pour contrer cette offensive que le ministre de l'Environnement tente aujourd'hui de convaincre les Canadiens qu'une telle approche entraînerait le pays en récession et ferait chuter le niveau de vie moyen des Canadiens d'autant que 4000 \$ par année!

Or, si l'étude du ministre en arrive à de telles conclusions, c'est parce qu'elle pose des hypothèses de départ farfelues, telle l'imposition d'une taxe de 135 \$ pour chaque tonne de GES, un montant absurde.

Le problème méthodologique de cette étude, c'est que celle-ci suppose la mise en application dès janvier prochain, sans aucune transition, des conditions de Kyoto. Qui est assez stupide pour croire qu'après 17 ans de procrastination, un gouvernement, quel qu'il soit, puisse prendre un virage aussi radical du jour au lendemain? Personne n'en demande autant.

En fait, le protocole de Kyoto encourage les pays signataires à imaginer des approches diversifiées pour atteindre la cible, dont le recours à des mécanismes on ne peut plus capitalistes, comme la création de Bourses d'échange de crédits d'émissions (dite Bourse du carbone). Il y a quelques jours, un regroupement de grandes entreprises, dont certains grands pollueurs comme les centrales thermiques, faisait parvenir une lettre au premier ministre Harper l'invitant à créer chez nous un tel marché du carbone qui pourrait s'intégrer au marché mondial en pleine expansion. Mais pour pouvoir engranger des crédits négociables un jour, encore faut-il que chacun connaisse la cible qu'il lui faudra dépasser dans les délais prescrits. Or, le gouvernement conservateur refuse toujours de jouer ce jeu, et ce qu'il s'apprette à annoncer ne permettra d'atteindre aucun des objectifs de Kyoto, ni d'ici 2012, ni même plus tard. Pourtant, il suffirait de se donner enfin un programme cohérent et quelques années supplémentaires, au besoin, pour lancer le pays dans cette course aux nouvelles technologies plus performantes dont nous sommes cruellement absents.

Plus le temps passe, plus il devient évident que le Canada ne sera pas en mesure de respecter sa signature. C'est donc par l'absurde que le gouvernement Harper, après ceux de Paul Martin et de Jean Chrétien, est en train de nous faire la preuve qu'il avait raison.

j.rsansfacon@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFLET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

## Eau secours!

Quand je suis arrivé au Saguenay, il y a plus de 20 ans, pour poursuivre mes études, une des premières choses que j'ai faites, voyant la beauté de la rivière Saguenay, a été de m'y baigner. Une petite saucette pleine de naïveté et d'inconscience. Le lendemain, j'apprenais dans le journal que j'avais nagé dans une eau polluée qui commençait à contaminer sérieusement des bélugas qui se retrouvaient à l'autre bout de la rivière, près de Tadoussac. Vingt ans plus tard, on connaît le sort de nos petites baleines blanches. Je n'ai plus jamais fait le saut dans la rivière. Mais depuis, je me suis intéressé à l'environnement...

Bon, il est toujours affligeant de constater que le quart de la population mondiale n'a pas accès à une eau potable de qualité. Il est révoltant aussi de constater que la moitié de toute l'eau traitée sert, pendant l'été, à arroser les pelouses, les jardins et les potagers. Comble de toutes les bêtises, il y a encore des gens qui arrosent leur asphalte en chantant *L'Incendie à Rio*. Mais je vous en conjure, bonnes gens, rien ne pousse sur votre asphalte à la con! Dites-vous qu'une femme, dans le désert du Sahel, marche en moyenne 20 kilomètres par jour pour aller s'approvisionner en eau potable!

Malgré le fait que notre eau soit traitée, il n'en demeure pas moins qu'elle peut être dangereuse pour la santé. De plus en plus d'études tendent à le démontrer. Même le chlore, employé pour rendre l'eau potable, engendre la formation de sous-produits potentiellement nocifs pour la santé. Après la tragédie

de Walkerton, en 2000, causée par la bactérie *E. coli* et qui a fait plusieurs morts, nous ne sommes pas à l'abri. La distribution de l'eau potable devra être de plus en plus contrôlée.

Avec l'avènement de mégapocheries un peu partout sur le territoire québécois, nous devons être vigilants. L'épandage de fumier, d'engrais et de pesticides ainsi que les déchets organiques engendrés par l'élevage massif de porcs polluent. Au Québec, il est bon de le rappeler, l'agriculture, particulièrement l'élevage porcin, est la principale source de contamination des lacs, des rivières et des eaux souterraines.

Si l'eau est la vie, c'est à nous d'y voir maintenant. Nous seuls, par nos actions quotidiennes, pourrions faire en sorte de préserver cette ressource unique et non substituée. L'eau est essentielle à la diversité biologique. L'eau est l'essence même de toute vie sur Terre.

**Yvan Giguère**  
Saguenay, le 19 avril 2007

## Pollution sonore

L'environnement sonore se dégrade au Québec sans qu'on s'en rende vraiment compte. Personnellement, ça me saute aux oreilles, et je ne me vois pas rester les bras croisés à ne rien faire. Permettez-moi, je vous prie, d'exprimer un inconfort qui dure depuis des années de même que mon opinion à propos de deux problèmes de bruit odieusement excessif qui empoisonnent l'existence en ville pendant la belle saison. Ils sont tous deux liés à la mode du *tuning* chez les adorateurs d'automobiles. Cette mode absurde, associée à un petit senti-

ment de puissance à trois sous, se répand comme une épidémie, compromet très sérieusement la qualité de vie dans nos cités et sème l'incivilité, ce qui n'est pas tellement à encourager, vous en conviendrez...

**Jacques Julien**  
Montréal, le 20 avril 2007

## C'est donc possible!

Bravo, M. Charest! Le geste important et historique que vous venez de faire en nommant autant de femmes que d'hommes ministres à votre cabinet mérite d'être souligné même par ceux et celles — dont je suis — qui ont souvent été critiques en vers les politiques de votre gouvernement et les politiciens en général.

Je suis particulièrement touchée par cette action parce que je suis mère de jumeaux — un garçon et une fille — pour qui je désire ardemment un avenir radieux. Je suis sans doute aussi sensible à cette volonté politique de changer les choses parce que je travaille dans un milieu professionnel — la production audiovisuelle — où, depuis 20 ans, en matière d'équité, les choses se dégradent au lieu de s'améliorer.

J'espère vivement que votre courage sera un exemple pour de nombreuses entreprises et influencera également toutes les politiques de vos ministères afin que l'égalité des droits devienne une vraie égalité de faits dans toutes les sphères de notre société.

**Marquise Lepage**  
Cinéma  
Le 19 avril 2007

## REVUE DE PRESSE

## Le courage des uns et des autres

**Manon Cornéliier**

**L'**interdiction du port du hijab lors d'une compétition de taekwondo tenue dans la région montréalaise a évidemment attiré l'attention mais a suscité très peu de commentaires. La réponse la plus frappante est venue toutefois de Farzana Hassan et Tarek Fatah. La première est présidente du Congrès musulman canadien et le second, un des fondateurs de ce groupe qui se dit progressiste et voué à lutter contre l'extrémisme. Dans un texte paru dans le *Globe*, ils rappellent les origines culturelles, plutôt que religieuses, du hijab et s'inquiètent de voir la version égyptienne et saoudienne de ce vêtement s'imposer, depuis quelques décennies et sous l'influence des islamistes et des musulmans orthodoxes, comme le symbole de la piété et de l'identité musulmane. Hassan et Fatah soulignent qu'on en est même venu à considérer comme moins authentiquement musulmans les foulards plus lâches utilisés traditionnellement par les femmes de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique.

«Ce supposé symbole de modestie a pris une saveur décidément politique et religieuse, dominant le débat sur les libertés civiles et religieuses en Occident. Toute opposition au hijab est vue comme une manifestation d'islamophobie», s'insurgent les auteurs. Ils attribuent une grande part de la controverse au fait que les promoteurs du hijab en font une obligation religieuse et, par conséquent, un objet de protection en vertu de la Charte. Les précédents historiques montrent pourtant que le Coran n'impose pas le port du hijab, insistent-ils. «Les islamistes ont transformé le hijab en pilier central de l'islam. Ils considèrent que les femmes musulmanes qui ne se couvrent pas la tête — la grande majorité — sont des pécheresses ou pas entièrement musulmanes. Ils devraient en débattre publiquement plutôt que d'utiliser des jeunes filles musulmanes comme

boucliers pour la poursuite de leur programme politiques», concluent-ils.

## Un accord controversé

Le chef libéral Stéphane Dion n'aura pas à affronter de candidat vert dans sa circonscription et la chef des verts, Elizabeth May, n'aura pas d'adversaire libéral. L'annonce de ce pacte de non-agression, la semaine dernière, a provoqué un torrent de commentaires et de lettres au Canada anglais. Le déluge s'est poursuivi toute la semaine alors qu'au Québec un seul éditorial a été écrit sur cette affaire qui a vite disparu des écrans radar. Dans le reste du pays, l'opposition est vive parmi les éditorialistes et les chroniqueurs. Les dissidents sont rares mais, fait à noter, les lecteurs, eux, sont également partagés.

Deux camps sont apparus. Ceux qui croient, comme Rex Murphy, de la CBC, que ce pacte est symptomatique d'un parti incertain dirigé par un chef faible. «Les partis forts ne donnent pas de laissez-passer. [...] Les vrais partis n'aident pas leurs rivaux», écrit Murphy dans le *Globe and Mail*, où il sévit chaque semaine. Les critiques soutiennent qu'un parti national doit avoir des candidats dans toutes les circonscriptions, qu'il y a quelque chose d'antidémocratique à priver les électeurs de Central Nova de leur choix.

Le *Globe and Mail* pense que Dion est aveuglé par son obsession environnementale, au point d'y subordonner les intérêts de son parti. «Il ne pense certainement pas de façon stratégique ou politique.» Le *National Post* n'est pas plus tendre. «Donner un foulard rouge à Elizabeth May pour qu'elle l'agence avec son uniforme vert ressemble à une tentative bon marché d'acquiescer une crédibilité environnementale.» Le *Winnipeg Free Press* demande ce qui a bien pu frapper Stéphane Dion. Le *Edmonton Journal* croit que le pari de Dion ne sera payant que si l'environnement demeure le premier enjeu des électeurs. Au *Vancouver Sun*, on parle de geste désespéré et étrange.

Dans la région atlantique, on est moins tranché. Le *Halifax Chronicle-Herald* pense que May est la première gagnante, même si elle n'a pratiquement aucune chance de battre le ministre conservateur Peter MacKay, alors que Dion peut seulement espérer voir l'appui de May inciter des verts à voter libéral. Le *Halifax Daily News*, de son côté, conclut qu'il ne s'agit pas d'un coup de génie. Le *Cape Breton Post* trouve au contraire la manœuvre intéressante et révélatrice de la capacité de Dion à défier l'orthodoxie.

## À l'inverse

May et Dion ont leurs supporters au sein des équipes éditoriales du *Star-Phoenix*, de Saskatoon, et du *Times Colonist*, de Victoria. Au *Globe*, Lawrence Martin affirme que «Stéphane Dion veut montrer qu'il est un leader politique nouveau genre». En prenant ce risque, Dion prouve qu'il ne frime pas en promettant un style de leadership intègre. «Voilà ce qui effraie les conservateurs, poursuit-il, car leur propre chef, M. Harper, bien que talentueux, est de la vieille école politique, c'est-à-dire prêt à aller aussi bas que nécessaire pour marquer des points contre ses opposants.»

Apôtre de la coopération en politique, Susan Riley, du *Ottawa Citizen*, compare les critiques à un «culte à l'agonie». «Ce sont les éternels gardiens de la politique traditionnelle: stupide ment partisans, pathologiquement craintifs face à l'innovation, mesquins et intéressés. Devant un geste audacieux, surtout s'il est motivé par l'idéalisme, ils sont naturellement effrayés et confus. Pour un moment, car ils retombent vite dans le cynisme qui nourrit leur petit club de plus en plus fatigué et fermé.»

Même s'il est loin d'approuver l'accord, Andrew Coyne, du *National Post*, est persuadé que la vraie cible de cette stratégie n'est pas MacKay mais le NPD, qui a déjà perdu des appuis aux mains des verts. Selon lui, le pacte de non-agression force les néo-démocrates à envisager un front commun, bâti autour de l'environnement, pour stopper Harper. De l'avis de Coyne, Dion, comme Harper, est un audacieux et il démontre encore une fois «qu'il a du nerf».

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

Black, blanc, beur

## La France des banlieues aux urnes

VÉRONIQUE BOURBEAU

Chercheuse

ÉLISABETH VALLET

Docteure en droit

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, UQAM

Dernier d'une série de textes produits par la chaire Raoul-Dandurand sur l'élection présidentielle française, dont le premier tour a lieu demain.



ARCHIVES REUTERS

À l'automne 2005, le gouvernement français a paru désespéré devant la flambée de violence dans les banlieues.

posée une ghettoïsation ethnique dans des blocs de béton où s'entassent des milliers de familles en difficulté.

Et une fois encore, dans une véritable erreur de diagnostic, les candidats enchevêtrèrent indistinctement identité nationale, questions migratoires et réalité socioéconomique des cités. Si Sarkozy promet un véritable «plan Marshall», Ségolène Royal préconise quant à elle une «République globale» et Bayrou met en avant un «pacte républicain». Sur tous les registres de l'union nationale, les candidats déclinent leur projet d'un nouveau contrat social dont ils peinent à définir précisément les termes.

## Le vote des banlieues

Dans une élection où des candidats plus marginaux comme Schivardi, Nihous ou Bové jouent sur l'opposition entre mondes rural et urbain, l'embrassement de novembre 2005 a suscité une vague d'inscriptions sans précédent sur les listes électorales. Le travail d'associations ou de collectifs comme «Devoirs de mémoire» ou «AC-Lefeu» (créé à la suite des événements de 2005) a été déterminant avec, comme héritages, des personnalités tels l'humoriste Jamel Debbouze ou le rappeur Joey Starr, toutefois contestés par les habitants des cités, qui les jugent moins représentatifs de leur réalité maintenant qu'ils ont accédé à la notoriété.

Avec 1,8 million de nouvelles voix et une hausse de 4,2 % par rapport à 2006, les inscriptions sur les listes électorales surpassent la progression démographique du pays. Cet engouement est particulièrement notable dans des quartiers sensibles ou populaires: en région parisienne, on enregistre une hausse de plus de 8,5 % en Seine-Saint-Denis, de 7,9 % dans les Hauts-de-Seine et particulièrement dans des lieux devenus des symboles comme Clichy-sous-Bois et Aulnay-sous-Bois.

Cette augmentation est également marquée chez les jeunes, qui représentent par exemple plus de 47 % des nouveaux inscrits dans la région de Lyon. Traditionnellement, le vote des banlieues est plus abstentionniste et plus à gauche (ce que confirment les résultats de 2002) et on observe une légère propension des classes populaires à se décaler vers les extrêmes (dans une certaine mesure, le Front national est devenu principalement un parti d'ouvriers).

Dans leur diagnostic, les candidats mêlent identité nationale, questions migratoires et réalités socio-économiques des cités

## Le mystère des nouveaux votants

Toutefois, si on peut conjecturer sur le vote traditionnel des banlieues, nul ne sait où iront les nouveaux votants. Sans doute que les déclarations enflammées de l'ex-ministre de l'Intérieur et les promesses rompues de «réduction de la fracture sociale» du candidat Jacques Chirac pourraient peser lourd: la rancœur des banlieues pourrait donc être considérable.

Mais il est difficile de voir où ces nouvelles voix se situent, car ces jeunes électeurs sont des «nomades», propriétaires d'un téléphone cellulaire (et non d'un téléphone fixe) et donc peu joignables pour être sondés. Le seul indice est peut-être l'évolution de la perception du mode de scrutin. En effet, et depuis longtemps, ces deux tours de scrutin donnent l'occasion de voter avec le cœur au premier tour et avec la tête au second.

Sauf que le credo du «vote utile» est en train de gagner l'électorat français: 2002 a changé la donne et, avec celle-ci, la peur de voir passer Le Pen au second tour. Il y a fort à parier que c'est peut-être en cherchant à voter «utile» que les nouveaux votants des banlieues se positionneront sur les candidats traditionnels: la France «black, blanc, beur» aura enfin trouvé sa traduction dans les urnes.



Denise Bombardier

## La fin des tabous?

L'ère est aux grands dérangements, pour reprendre cet euphémisme historique que nous connaissons tous. Les possibilités qu'offrent les avancées de la science, où la fiction est sans cesse repoussée par la réalité, produisent des secousses sismiques d'ordre moral. Et pour ajouter à ces chocs dont personne n'est à l'abri, même si plusieurs les vivent dans l'inconscience des effets qu'ils ont sur eux, il faut constater la volonté des médias de présenter les phénomènes comme allant de soi. Cela se dit, en langage simplifié, dans une phrase: «On n'arrête pas le progrès.»

Dans l'émotion provoquée par le terrifiant massacre de Virginia Tech, l'annonce de la décision d'une mère de congeler ses ovules pour les offrir à sa fille, aujourd'hui âgée de sept ans et condamnée à la stérilité à cause d'une maladie, a provoqué peu de commentaires compte tenu de l'énormité des bouleversements que cette décision peut impliquer. Précisons que cette mère, avocate de profession — et cela n'est peut-être pas insignifiant —, a reçu le feu vert du comité d'éthique du Centre hospitalier de McGill. Si le sort en est jeté, faut-il pour autant en prendre acte sans réagir?

Certains croient que les grands tabous créés par l'homme depuis la nuit des temps sont inévitablement appelés à être remis en question. Certains de ces tabous ont perduré jusqu'à nos jours. Celui de l'inceste, par exemple, dont on sait qu'il existe d'abord pour protéger la qualité de la survie de l'espèce humaine. Ce tabou de l'inceste est universel et sa transgression fait l'objet de sanctions sociales et morales tout en étant source de malédiction pour les transgresseurs. Or, s'il n'est pas question d'inceste ici, n'y a-t-il pas, dans la décision d'une mère de congeler ses ovules au bénéfice de sa fille, une forme de transgression?

En clair, l'ovule de la mère se trouverait fécondé par les spermatozoïdes du conjoint de sa fille, laquelle deviendrait le réceptacle de l'enfant de sa mère. Elle porterait dans son sein son frère ou sa sœur, dont le père serait son propre mari.

Nous sommes donc devant l'instrumentalisation du corps d'une personne et l'enlèvement, en quelque sorte, de la mère elle-même dans le corps de sa fille. Il y a là une proximité difficile à nommer mais qui suscite néanmoins un profond malaise. En plus de faire éclater la filiation telle qu'elle a existé à ce jour, elle nous plonge aussi dans une confusion symbolique parce qu'elle déconstruit la relation mère-fille. Une mère peut-elle se perpétuer autrement que symboliquement à travers sa fille? Le geste de cette mère, apparemment empreint de générosité, ne peut-il pas être interprété comme un puissant désir d'intrusion de sa fille?

La décision du comité d'éthique de permettre la congélation des ovules maternels doit être discutée et critiquée, car nous sommes ici dans un monde nouveau, moins progressiste qu'inquietant. Les ventres maternels en location par des couples argents et infertiles qui sévissent par ailleurs depuis quelques années ont reçu leur certificat de banalisation en vertu d'une légèreté morale qui semble aller de pair avec l'époque.

Rappelons que contrairement à ce que certaines pratiques de l'ingénierie humaine laissent entendre, le droit d'avoir un enfant n'est pas un droit fondamental et ne peut pas s'exercer sans limites éthiques. L'insémination artificielle, qui représente un bienfait pour les couples à la fertilité problématique, ne peut pas faire l'économie d'un questionnement moral. Les mères porteuses contre argent sonnante, la fille qui reçoit en héritage dans son utérus la cellule originelle que constitue l'ovule de sa mère, que certains voudraient confondre avec une greffe de rein ou de moelle, toutes ces prétendues avancées d'un avenir sans limites nous renvoient inévitablement aux philosophes anciens, dont la définition de la nature humaine alimente toujours et n'a de cesse d'éclairer la pensée moderne.

Enfin, et pour illustrer davantage cette volonté de certains d'en finir avec les tabous, citons l'aveu du vieux Keith Richards, des Rolling Stones, avec qui en a fait sourire plusieurs mais qui devrait aussi nous égarer. M. Richards a confié avoir mélangé les cendres de son père avec de la cocaïne pour ensuite les aspirer par le nez. Adieu à la sacralisation des cadavres et des restes humains; bienvenue au cannibalisme renouvelé. Indépendamment de la personnalité déjantée de la star rock, du besoin infantile de provoquer non plus le bourgeois mais sa version actuelle, le «coincé», il faut y voir l'affaiblissement d'un tabou.

La mode de la crémation a pour effet de briser la distance entre les morts et les vivants. Les morts ne sont alors plus au cimetière mais de plus en plus dans les maisons sur les cheminées du salon, dans l'intimité des vivants, avec comme conséquence de les rendre moins sacrés, donc moins interdits. Mais que devient l'être humain sans le sens du sacré? C'est bien la question qu'on doit se poser.

denbombardier@videotron.ca

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## La campagne de peur des conservateurs contre Kyoto

GILLES DUCEPPE

Chef du Bloc québécois

BERNARD BIGRAS

Porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement

Jeudi, 72 heures avant la marche du Jour de la Terre, les conservateurs de Stephen Harper ont une nouvelle fois tenté de torpiller le protocole de Kyoto. À cette marche qui a pour thème «Kyoto, pour l'espoir», les conservateurs de Stephen Harper opposent la peur, contre Kyoto. Nous invitons les Québécois à résister à cette campagne de peur et à choisir l'espoir.

Le Bloc québécois intervient constamment sur la question des changements climatiques depuis une bonne dizaine d'années. Relayant la volonté des Québécois d'agir contre les changements climatiques, nous avons mené la charge pour que le Canada ratifie le protocole de Kyoto, ce qui fut fait en décembre 2002.

Cela fait déjà plus de cinq ans, au cours desquels les gouvernements libéraux et conservateurs ont refusé d'agir de façon décisive. Cinq années perdues. Et voilà que jeudi, plutôt que d'annoncer enfin un plan concret pour agir, le gouvernement de Stephen Harper nous annonce que le Canada va manquer de temps! Pourtant, Stephen Harper dirige le gouvernement fédéral depuis maintenant 14 mois: 14 mois de perdus.

Il faut vraiment avoir du front tout le tour de la tête pour insulter ainsi les citoyens du Québec et du Canada. En se basant sur des hypothèses de convenance, [le ministre fédéral de l'Environnement] John Baird annonce l'apocalypse économique — rien de moins — si le Canada devait respecter son engagement international. À la page 17 de son rapport [sur l'impact économique de l'application de Kyoto], il est bien obligé de reconnaître, cependant, que «cette analyse offre une vision partielle». Nous sommes obligés de constater en

fait qu'il offre une vision partielle de la réalité. Faut-il rappeler que Stephen Harper qualifiait naguère le protocole de Kyoto de complot socialiste?

Assez, c'est assez! Il est temps de dire les choses crûment: la seule raison pour laquelle le gouvernement fédéral n'a toujours pas agi pour appliquer Kyoto, c'est pour préserver les intérêts des grandes compagnies pétrolières et de l'Alberta. Ces compagnies croulent sous les profits.

## Le Québec pourrait y gagner

C'est l'environnement et le Québec qui écopent. La production et les prix élevés du pétrole ont gonflé le cours du dollar canadien, ce qui nuit fortement à l'économie québécoise, tandis que les achats de produits pétroliers ont grandement contribué à miner l'industrie manufacturière québécoise et à plonger le Québec dans un déficit commercial. De plus, l'absence du Canada sur le marché mondial du carbone prive les entreprises québécoises d'accès à un marché dont le potentiel est évalué à 70 milliards de dollars. Ce qui coûtera cher au Québec, ce n'est pas d'appliquer Kyoto, c'est de ne pas l'appliquer.

En plus d'être une nécessité pour l'humanité, l'application du protocole de Kyoto sera un avantage économique pour le Québec. Les hydrocarbures et en particulier les produits pétroliers sont à la source de la très grande majorité des émissions de gaz à effet de serre au Québec. Or il se trouve que le pétrole appauvrit le Québec et qu'il nous appauvrira toujours davantage à mesure que les prix continueront à augmenter à l'avenir.

Il devient urgent, à la fois pour stimuler l'économie québécoise et pour combattre les changements climatiques, que le Québec réduise radicalement sa dépendance au pétrole. L'application du protocole de Kyoto et la création d'une bourse du carbone constitueront de puissants incitatifs pour atteindre cet objectif.

En plus des écologistes, une grande partie des chefs d'entreprise, l'Assemblée nationale et une majorité des élus de la Chambre des communes sont dis-



ARCHIVES REUTERS

Gilles Duceppe

posés à ce que le Canada applique Kyoto. Nous savons également qu'une grande majorité de la population québécoise appuie Kyoto. Plus de 120 000 personnes ont déjà signé une pétition en ce sens. Quant aux députés conservateurs élus au Québec, on se serait attendu à ce qu'ils défendent les intérêts économiques et environnementaux du Québec.

Nous devons impérativement résister à cette politique de la peur mise en avant par le gouvernement conservateur. Ce n'est pas la peur qui doit nous guider mais la détermination et la responsabilité, autant vis-à-vis de nous-mêmes qu'envers les prochaines générations.

Assez, c'est assez! Nous avons assez attendu. Nous avons assez payé pour l'industrie pétrolière. Nous invitons les Québécois à aller de l'avant. L'avenir du Québec conjugue l'économie et l'environnement: allons vers une réduction radicale de notre dépendance au pétrole. Appliquons Kyoto.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Émilie Foile-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet), Laurence Chavel (actualité), Jean-Guillaume Dumont, Philippe Papineau (opinion), Louise-Maude Roux-Saucy (Santé), Pauline Gravel (science) ; Michel Garneau (cartooniste) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (rédacteur); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographe) ; à l'information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (opinion), Paul Bennett (opinion cahiers spéciaux et culture de la week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture) ; à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (opinion), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins ; à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (opinion international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste) ; à l'information politique : Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Émilie Parent Bouchard (commis à la rédaction); LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Patrick Cossette (Québec), Monique Bhérrer (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlène Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# PATRIMOINE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au cours des prochains jours, cinq villes de la rive sud de Montréal vont devenir le terrain d'ateliers, planifiés par la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal.

## La banlieue se cherche un nouveau visage

### Cinq agglomérations du 450 veulent redéfinir leur paysage architectural

FABIEN DEGLISE

L'ère des bungalows assortis en rangée dans des rues sans arbres et sans trottoirs, des interminables boulevards commerciaux sans âme où se succèdent stations-service, Burger King, Canadian Tire et *steak houses*, ou encore des agrégats de maisons démesurées au style architectural néo-douteux, serait-elle sur le point de disparaître du 450?

Cinq agglomérations de la rive sud de Montréal en rêvent. Et pour améliorer un peu leur image et davantage leur cadre de vie et leur environnement visuel, elles cherchent désormais à définir, avec l'aide d'architectes, d'urbanistes, de designers, de paysagistes ou d'ingénieurs, ce que pourraient bien être les nouveaux paysages de la banlieue. Une tâche complexe mais nécessaire pour le «branding» de ces municipalités et le bien-être des résidents, estiment désormais quelques élus et fonctionnaires locaux.

«Le développement de la banlieue dans les dernières années a été très rapide et pas toujours bien orchestré», résume Philippe Poullaouec-Gonidec, titulaire de la chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal et l'homme derrière cette idée de repenser les paysages publics du 450. «Conséquence: nous avons assisté à une certaine banalisation et même à une dégradation de la qualité des paysages et de l'environnement dans ces coins. Et forcément, aujourd'hui, une réflexion s'impose.»

A Longueuil, à Boucherville, à Saint-Bruno, à Brossard et à Saint-Lambert, la chose semble avoir été entendue. Au cours des prochains jours, ces cinq villes vont devenir en effet le terrain d'ateliers, planifiés par la chaire, d'*idéation en design urbain* et d'*invention de nouvelles qualités paysagères*. Le ministère des Affaires municipales et des Régions, celui de la Culture et la Conférence régionale des élus de Longueuil sont aussi dans le coup.

#### La quête d'une identité

Dans les grandes lignes, le projet consiste à donner à cinq groupes d'experts en développement urbain cinq endroits du 450, actuellement bâtis ou en cours de construction. L'objectif est clair: repenser ces secteurs de manière à résoudre les problèmes du moment dans plusieurs paysages de la couronne Sud de Montréal qui peinent à revendiquer une véritable identité culturelle et offrent du même coup un cadre de vie déficient. «Ces paysages sont construits par des promoteurs qui ne mettent pas ce genre de considération dans leurs projets de développement», dit M. Poullaouec-Gonidec.

À ce titre, le cas de Brossard est flagrant. Là, les escouades du paysage vont devoir, par exemple, se pencher sur le corridor de la rivière Saint-Jacques, un secteur de 10 km<sup>2</sup> où nature et ville se côtoient... sans se voir vraiment. Pis, plusieurs «quartiers résidentiels et industriels tournent le dos au milieu naturel», peut-on lire dans le document de présentation des espaces à valoriser, qui souligne au passage que ladite rivière n'a jamais été au cœur des préoccupations.

L'anecdote est étonnante, surtout quand on sait qu'ailleurs sur le territoire de la ville un lotissement s'est récemment imposé en vendant aux acheteurs de maison un cadre de vie reposant justement sur le thème de la rivière. Ironiquement, ce développement résidentiel pour la classe moyenne exploite pour les besoins de la cause... un vulgaire drain agricole.

Loin de ce paradoxe, l'équipe d'experts va donc être invitée, dans ce cadre, à «retisser la nature dans la ville» et à tirer profit des espaces verts existants de manière à induire un développement cohérent du secteur et surtout une «interaction positive entre le cadre bâti et le cadre naturel», indique le document. Le défi est lancé.

#### Une histoire de cœur

Cette cohérence, Boucherville la recherche aussi pour le centre-ville, qu'elle aimerait bien voir apparaître autour des boulevards d'Avagour et Lionel-Daunais, une zone sur laquelle le projet paysager de la chaire UNESCO va se pencher. Histoire de dégauder des lignes paysagères distinctives.

«Nous cherchons à caractériser un centre urbain dans lequel les gens vont pouvoir se retrouver et auquel ils

pourront s'identifier», dit l'architecte Pierre Pion, directeur du développement urbain dans cette municipalité du 450. L'objectif est bien sûr de sortir de cette logique de banlieue-ville dortoir et d'offrir dans ce centre-ville un cadre de vie fonctionnel et agréable en même temps.

Dans ce monde, l'architecture contemporaine sera reine, annonce-t-il. Les constructions s'affichant par mimétisme dans des styles loin d'être propres à la région (le style napoléonien de certaines *monster houses* est ici montré du doigt) y seront bannies, contrairement aux trottoirs larges avec terrasse ou aux réseaux piétonniers et cyclables. L'équipe de penseurs du quotidien paysager de Boucherville va d'ailleurs devoir prendre cela en compte pour imaginer ce cœur urbain.

A cet endroit mais aussi à Brossard, à Saint-Bruno, où la construction d'un paysage emblématique autour de la montagne est à l'honneur, à Longueuil, sur le boulevard Jacques-Cartier, ou encore dans le secteur de la gare de Saint-Lambert, ces penseurs devront d'ailleurs faire vite pour accoucher d'un projet et imaginer le paysage idéal pour le 450 de demain. L'exercice se déroule en effet sur six jours seulement du 7 au 12 mai prochain. Les propositions feront l'objet d'un forum public 12 jours plus tard.

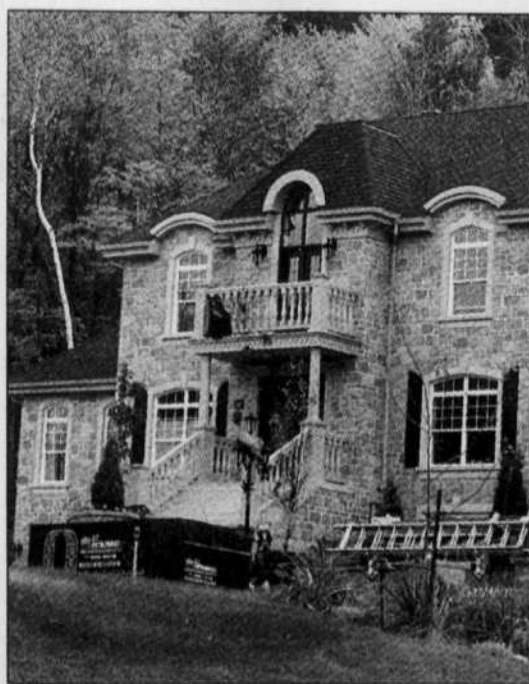
«Tout ça peut rester très théorique et finalement ne jamais voir le jour», dit M. Poullaouec-Gonidec. Mais j'en doute. Dans ces municipalités, le paysage est vraiment en train de devenir une préoccupation, car c'est quelque chose qui peut donner de la valeur ajoutée à une ville. Les élus en sont de plus en plus conscients.»

Pierre Pion le confirme. «L'exercice d'idéation va nous donner de très bonnes orientations pour la planification de notre centre», dit-il. Et avec un conseil [municipal] qui a de la volonté et qui veut résister aux pressions extérieures [comprendre: les promoteurs], on peut être sûr que ces projets vont dépasser le cadre des tables à dessin.»

Le spectre du centre-ville manqué de Laval — un projet dont les élus du coin ont rêvé avant de céder aux pressions des promoteurs de centres... commerciaux — risque toutefois de planer un peu au-dessus de Boucherville. Mais pour cette ville, la pression risque toutefois d'être plus forte qu'elle ne l'a été pour sa cousine de la couronne Nord.

C'est que le projet de construction des paysages du 450 de la chaire UNESCO s'inscrit en effet dans une réflexion internationale plus large sur les banlieues et le développement durable, qui touche 14 villes dans neuf pays. «Et l'idée d'une réflexion sur le terrain», dit M. Poullaouec-Gonidec, «c'est justement de voir émerger des solutions concrètes qui vont par la suite devenir des exemples.» Des exemples de réussite ou d'échec, qui sait?

Le Devoir

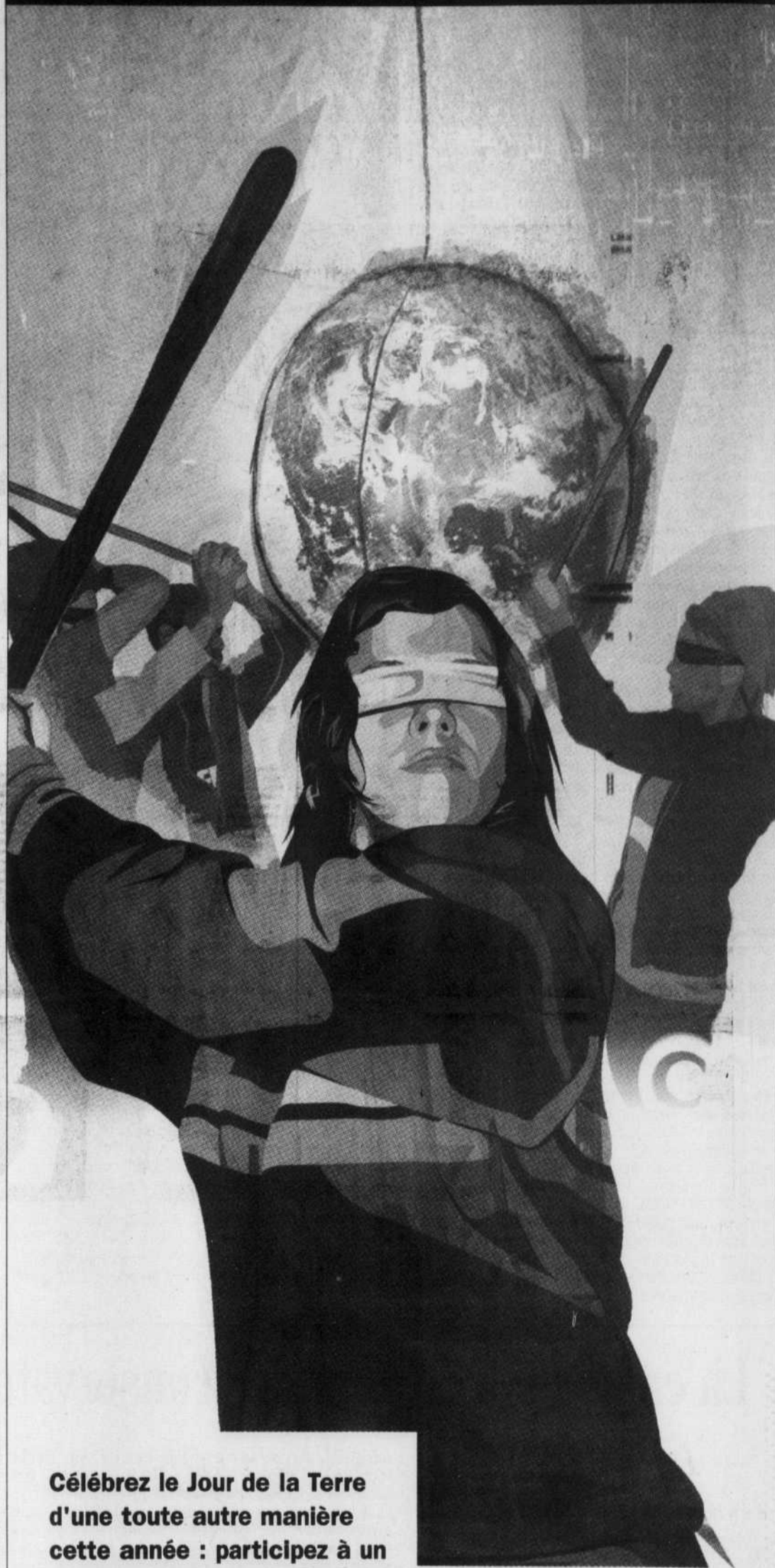


JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'ère des agrégats de maisons démesurées au style architectural néo-douteux serait-il sur le point de disparaître du 450?

# ÉVÉNEMENT

## JOUR DE LA TERRE AUX MUSÉES



**Célébrez le Jour de la Terre d'une toute autre manière cette année : participez à un atelier de création artistique avec des professionnels, engagez-vous dans une discussion enflammée suite au visionnement d'un documentaire choc ou prenez part à une visite guidée à saveur environnementale.**

L'événement Jour de la Terre aux Musées vous offre une foule de possibilités! Du **vendredi 20 au dimanche 22 avril**, 16 musées vous proposent une riche gamme d'activités à réaliser tant en solitaire qu'avec vos élèves, votre famille ou vos amis.

Pour en savoir plus rendez-vous dans la section Programmes **au [www.jourdelaterre.org](http://www.jourdelaterre.org)** ou contactez-nous au **1.800.424.8758**.

À GATINEAU  
Musée canadien des civilisations

À MONTRÉAL  
Biosphère, Environnement Canada  
Centre Canadien d'Architecture  
Cinéma-thèque québécoise  
Musée d'art contemporain de Montréal  
Musée McCord d'histoire canadienne  
Musée Redpath  
Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière  
Biodôme de Montréal  
Insectarium de Montréal  
Jardin Botanique de Montréal  
Planétarium de Montréal

À QUÉBEC  
Musée national des beaux-arts du Québec  
Musée de la civilisation

À SHERBROOKE  
Musée de la nature et des sciences

À TROIS-RIVIÈRES  
Musée québécois de culture populaire